

Michel Temer, d'origine libanaise, vice-président du Brésil

Carrière Le premier janvier 2011, pour la première fois dans l'histoire politique du Brésil, cette 8e puissance économique de la planète a mis à la présidence de la République une femme, Dilma Rousseff, 62 ans, du Parti des travailleurs (PT), et aussi à la vice-présidence un homme d'origine libanaise, Michel Temer, 70 ans, du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB). Dilma a eu tout l'appui du président sortant, Luiz Inacio Lula da Silva, qui ne pouvait pas briguer un troisième mandat d'affilée et qui déclara en 2010 : « Je voudrais qu'après moi, le Brésil soit gouverné par une femme, et la personne idéale existe déjà : Dilma Rousseff. »

Dilma Vana Rousseff est née en 1947, à Belo Horizonte, au Brésil. Économiste, elle est la fille de Dilma Coimbra Silva et de Pedro Rousseff, avocat bulgare membre du Mouvement communiste bulgare, qui émigra en France en 1929 puis s'installa à la fin de la Seconde Guerre mondiale en Argentine et ensuite au Brésil. Dilma, issue d'une famille de classe moyenne, avait soutenu dans sa jeunesse la guérilla d'extrême gauche contre la dictature militaire au Brésil (1964-1985). Arrêtée en 1970, elle avait été torturée pendant vingt-deux jours et faite prisonnière pour trois ans, ce qui lui valut le surnom de « Jeanne d'Arc » de la guérilla. À la fin des années 70, elle épousa un membre du mouvement gué-

rrillero, Carlos Araújo, avec lequel elle a vécu plus de trente ans avec leur fille unique, Paula Rousseff Araújo. Dilma est diplômée en économie de l'Universidade Federal do Rio Grande do Sul (UFRGS) et de l'Universidade Estadual de Campinas (Unicamp), État de São Paulo. Entre 1991 et 1995, elle a été secrétaire d'État à l'Énergie à Rio Grande do Sul et est entrée en 2001 au Parti des travailleurs (PT). Nommée ministre de l'Énergie en 2003, elle quitta ce poste deux ans plus tard pour être nommée chef de cabinet où elle commanda le plan d'accélération de la croissance, un programme stratégique de grands travaux. En 2011, l'ex-guerrillera Dilma Rousseff arrive au sommet du pouvoir

avec un mandat solide pour poursuivre la politique menée depuis 2002, avec à ses côtés un vice-président d'origine libanaise, Michel Temer.

Portrait

Michel Miguel Elias Temer Lulia, Brésilien d'origine libanaise, né à Tietê, dans l'État de São Paulo, en 1940, est avocat, professeur et politicien. Il est le plus jeune de huit frères. Ses parents, March Barbar Lulia et Miguel Elias Temer Lulia, émigrèrent de Btaboura, dans le Koura (Liban-Nord) et arrivèrent au Brésil en 1924. Ils s'installèrent dans une ferme au Tietê, où ils montèrent des machines pour travailler le riz et le café de la région. Le frère aîné travailla avec le père et les autres étudièrent à São Paulo.

Michel entra à la faculté de droit de l'Universidade de São Paulo (USP) puis effectua un doctorat à la Pontificia Universidade Católica (PUC) de São Paulo. Il a été professeur de droit et est considéré comme l'un des plus grands constitutionnalistes du pays. Père de cinq enfants, il est marié actuellement avec Marcela Tedeschi Araújo.

Temer est l'auteur de plusieurs livres, entre autres : *Território Federal nas Constituições Brasileiras* (Territoire fédéral dans les Constitutions brésiennes, 1975), *Elementos de Direito Constitucional* (Éléments de droit constitutionnel 1987, avec 20 éditions et plus de 200 mille exemplaires vendus), *Ses Direitos na Constituinte* (Ses droits dans la

constituante, 1989) et *Constituição e Política* (Constitution et politique, 1994).

Il débuta sa carrière politique comme secrétaire de l'Éducation à São Paulo, en 1983, puis fut nommé procureur général de l'État de São Paulo. En 1984, il devint secrétaire de la sécurité publique de São Paulo et créa en 1985 le premier commissariat brésilien de la femme victime de violence. En 1986, il fut élu député constituant pour le PMDB. Le vice-président Temer se distingue par sa position de modérateur et sa connaissance du droit constitutionnel. Comme député fédéral, Temer a été élu pour six mandats et élu trois fois président de la Chambre des députés, en 1997, 1999 et 2009.



La présidente du Brésil Dilma Rousseff en compagnie du vice-président Michel Temer.

Durant son mandat, il a réalisé un projet touchant aux structures de l'État brésilien et modernisant ses institutions nationales. Il est connu pour ses capacités de modérateur entre l'opposition et le gouvernement. En 2001, il devint président national du parti PMDB. Il assura également, en tant que président de la Chambre des députés, par deux fois la présidence de la République par intérim, en 1998 et 1999. Ainsi aujourd'hui, en tant que vice-président, il n'aura aucune difficulté à assumer la présidence si nécessaire.

Temer effectua en 1997 une visite officielle au Liban en tant que président de la Chambre des députés et fut reçu avec tous les honneurs par les autorités libanaises et

les citoyens de Btaboura. En 1999, il appuya avec le groupe parlementaire Brésil-Liban le lancement d'un guide complet du Liban, le premier en langue portugaise, réalisé par moi-même et qui fut publié à Brasilia afin de faire connaître aux Brésiliens le Liban, histoire, culture et tourisme.

En mai 2010, Michel Temer, président de la Chambre des députés, accueillit à Brasilia le président de la République libanaise, le général Michel Sleiman – en visite officielle au pays –, évoquant l'importance du développement des relations Brésil-Liban, vu que le Brésil compte la plus grande colonie de Libanais et descendants de Libanais dans le monde (plus de 4 millions) et que le Congrès

national, constitué de 513 parlementaires et de 81 sénateurs, possède un puissant groupe parlementaire composé de Brésiliens d'origine libanaise, Brésil-Liban, formant environ 8 % des membres du Congrès.

Comme nous l'avons vu, Michel Temer a une grande expérience parlementaire et peut encore beaucoup donner dans son nouveau poste de vice-président, ce qu'il dit clairement : « Je serai un vice-président dans les limites de la Constitution fédérale. Je serai extrêmement discret, comme cela convient à un vice-président. »

Roberto KHATLAB
Directeur du Centre des études et cultures de l'Amérique latine à l'Université Saint-Esprit de Kaslik (Cecal-USEK)

Présentation du film brésilien « Eu Sou Feliz » à l'Université de Kaslik

Le Centre des études et cultures de l'Amérique latine de l'Université Saint-Esprit de Kaslik (Cecal-USEK), en collaboration avec la faculté des beaux-arts de l'USEK, a présenté aux étudiants en audiovisuel le film-documentaire *Eu Sou Feliz* (Je suis heureux) réalisé par Soraya Umewaka, de père japonais (Naohiko Umewaka, gardien de la tradition du théâtre Nô) et de mère libanaise (Madeleine Abdel Jalil), qui parle couramment la langue portugaise (voir notre édition du 21 septembre 2009).

Ont assisté à la séance le consul général du Brésil au Liban, Renato Menezes – qui a fait une donation de livres au directeur du Cecal Roberto Khatlab – ainsi que le vice-consul, Saulo Carvalho. Soraya a ensuite donné une conférence, répondant aux diverses questions des étudiants. Filmé durant deux ans dans les favelas de Rio de Janeiro, *Eu Sou Feliz* relate l'histoire de quatre hommes et quatre femmes, dont un artiste réalisant des graffitis, deux danseurs de samba, un serveur et un policier, évoluant dans de dures conditions sociales et écono-

miques. Ce documentaire de 74min a déjà été projeté dans des festivals internationaux à Londres, New York, Tokyo et Rio de Janeiro, ainsi que récemment au « National Geographic All Roads Film Festival ». (Extrait sur www.youtube.com/watch?v=grQQ_KcxCO8).

Diplômée en politique comparée de l'Université de Princeton, Soraya Umewaka avait réalisé en 2007 en Équateur un premier film à succès, *Street Witness* (Témoin de rue), sur un jeune philosophe vivant dans les rues de Quito.



Scène dans une favela de Rio de Janeiro du film « Eu Sou Feliz » de Soraya Umewaka.

« Odysséra » de Michel Saad

Le livre « Odysséra », d'environ 90 pages, est en réalité un livret inspiré de l'« Odyssée » d'Homère, qui s'apprête à une représentation théâtrale aussi bien qu'à une composition d'opéra. Il vient de paraître à Paris aux éditions Edilivre.

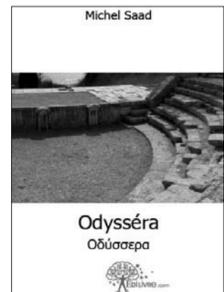
Né au Liban en 1943 (voir nos éditions du 18 février 2008, du 7 décembre 2009 et du 7 juin 2010), Michel Saad s'installe à l'île de La Réunion où il enseigne les mathématiques et l'électrotechnique jusqu'en 2004. Désormais retraité, il se consacre à ses passions. Auteur de romans-jeunesse dont l'action se passe le plus souvent au Proche-Orient, à Madagascar ou à La Réunion, *Odysséra* n'est pourtant pas son coup d'essai théâtral ou poétique puisqu'il a déjà publié une opérette, *La Chanson de la harpe enchanterée*, et un recueil de poésie, *Motiers du Sahara*.

Note de l'éditeur

Ulysse n'en finit pas de titiller la toile de notre imagination avec son cheval de Troie, ses îles, ses compagnes, ses ruses pour déjouer les dures épreuves...

Les aèdes d'aujourd'hui continuent de chanter avec exaltation. Musiciens ou pas, les lecteurs apprécieront cette version semi-poétique de l'*Odyssée*.

Laissons-nous séduire par la mélodie des sirènes, les larves de Calypso, la douceur de Nausicaa ou la stupeur de Circé à voir son pouvoir maléfique lui échapper, vaincu par l'alchimie de l'amour.



Couverture du nouvel ouvrage de l'écrivain Michel Saad représentant l'amphithéâtre romain de Byblos.

Des Libanaises de Paris témoignent : quand émigration rime avec émancipation

Depuis les années 90, la féminisation des flux migratoires est devenue un vrai phénomène mondial. Un peu partout sur le globe, elles ne sont pas moins de 94 millions de femmes à vivre loin de leur pays d'origine.

Les Libanaises ne sont pas évidemment en reste et leur proportion parmi les immigrés augmente sensiblement. En France, elles composent actuellement 48 % de la population libanaise migrante. Qu'elles soient parties pour rejoindre un membre de leurs familles, poursuivre leurs études ou encore travailler, une chose est sûre. Une nouvelle vie s'offre à elles à l'étranger. Émancipation des mœurs sociales locales, libération sexuelle, redéfinition de leurs rôles au sein du foyer familial, pour ces Libanaises, émigrer est une réelle opportunité de se libérer du poids des traditions locales.

Ne leur parlez plus des « wejbète » ou d'obligations sociales ! Elles ont pu enfin s'en débarrasser. Carine et Randa ont quitté le Liban depuis plusieurs années déjà. Pour ces femmes actives de trente ans, de tels devoirs sociaux pouvaient être très pesants au quotidien. Randa, qui vit à Paris depuis 8 ans, raconte : « Dans mon village d'origine, on est habitué à recevoir des gens, même quand on n'a pas de temps à perdre. Il faut tout le temps penser aux autres. Ce que je constate, c'est qu'il est très difficile de dire parfois non ou de mettre tout simplement des limites au Liban. » Ce qui lui plaît, c'est qu'ici, elle gère son temps comme elle l'entend. « Je n'ai pas à me justifier si je ne tiens pas à voir un proche ou à recevoir un ami. J'ai

l'impression que depuis que j'ai émigré, les barrières sociales tombent plus facilement et surtout mon intimité est mieux respectée. » Pour Carine aussi, les devoirs sociaux (encombrants) sont perçus différemment depuis qu'elle a émigré. Les « wejbète » lui paraissent si futiles aujourd'hui alors que « la société libanaise continue de leur accorder une grande importance ».

Fuir le regard social

Outre ces pratiques sociales, certaines Libanaises interrogées semblent mieux assumer le rôle qu'elles jouent au sein de leur couple depuis leur migration. C'est le cas de Samar, mariée à Fadi, qui a quitté le pays depuis 4 ans. Ils ont émigré en partie parce qu'ils avaient marre des préjugés. Elle explique : « Si une femme travaille au Liban, c'est pour son épanouissement, alors que c'est à l'homme de subvenir aux besoins de la famille. Nous ne rentrons pas du tout dans ce schéma classique. Je mène une carrière professionnelle et mon mari s'occupe de nos 2 enfants. » Au Liban, elle devait à tout bout de champ justifier son choix et subir le regard moqueur de la société. « Même mes proches considéraient que mon mari profite de moi. Ils ne comprenaient pas ce qu'était notre choix et qu'on vivait très bien comme ça », relate Samar. La prédominance d'un modèle patriarcal de la famille, qui considère la

femme à la charge de l'homme et ce dernier comme principal acteur économique, révolte cette directrice d'une agence de communication. Elle explique : « Aujourd'hui, ce modèle a évolué. Mais bizarrement, des femmes libanaises veulent le cacher. C'est tabou par exemple de dire qu'on a un salaire plus qu'élevé que celui de son mari. »

Prendre de la distance par rapport à la société libanaise, c'est l'une des raisons qui ont poussé aussi Maria à émigrer. Pour elle, il s'agissait de ne plus respecter certaines traditions.

« Grâce à ma migration, j'ai connu une véritable émancipation. Je me suis épanouie sexuellement loin de la pression familiale ou sociale et la peur du qu'en-dira-t-on. Loin du Liban, certaines sont prêtes ainsi à avoir des rapports sexuels hors mariage, mais de préférence avec des Français. C'est le cas de Camille qui a tenu à franchir ce pas dès son arrivée à Paris. »

« Je tenais à perdre ma virginité, mais pas avec un Libanais parce que je n'avais pas confiance en eux. J'avais sans doute peur du regard réprobateur de ma société d'origine. » Nabila aussi a vécu la même expérience. Pour elle, cet acte lui a permis de comprendre qu'à long terme, elle se voit plus avec un Français qu'avec un Libanais. « Certes, la mentalité des hommes libanais a beaucoup évolué. Mais je

reste convaincue que lorsqu'ils comptent se marier, certains d'entre eux donnent la priorité aux jeunes femmes vierges. Cela me paraît aujourd'hui si inadmissible. » Inadmissible, c'est le terme qu'utilisent aussi les parents de Pamela lorsque cette dernière leur parle du concubinage. « Lorsque j'aborde ce sujet, des propos qui me révoltent reviennent toujours. Que vont dire nos voisins s'ils l'apprennent ? Ça sera une honte pour nous. » Pamela a décidé donc de ne jamais leur raconter qu'elle vit en concubinage à Paris avec son copain. Pour elle, c'est la meilleure façon de manœuvrer entre les contraintes sociales auxquelles elle est soumise au Liban et les choix qui lui sont offerts en France. « Serais-je en train de mener une double vie ? Serais-je prête à vivre en concubinage au Liban ? Je ne le sais pas. Mais ce dont je suis sûre, c'est que je n'épouserai jamais un homme sans avoir vécu au préalable avec lui. » Pamela n'est pas la seule à vivre en concubinage. Nabila aussi a opté pour le même choix. À une seule différence, ses parents sont au courant de la situation. « Ils ont confiance en moi et m'encouragent à assumer mes choix. Je sais que j'ai de la chance et qu'ils ont une mentalité bien évoluée. » Avec ou sans l'accord de leur entourage, ces migrantes sont conscientes que leur vie à l'étranger leur donne la possibilité de se forger une nouvel-

le identité. Cela est vrai aussi pour des femmes au foyer qui ont émigré dans le cadre d'un regroupement familial ou comme « accompagnantes ». En France, elles ont décidé de travailler parfois dans la restauration. C'est le cas d'Amale qui cuisine pour un restaurant réputé dans le XVe arrondissement parisien. « C'est mon fils qui m'a conseillé de me consacrer à ma passion, la cuisine. Ça m'a permis vraiment de m'épanouir. Et que dire de l'émotion ressentie lorsque j'ai touché mon premier salaire. Un moment magique. » Amale n'est pas sûre qu'au Liban, elle aurait mené une carrière. À Beyrouth où elle résidait, sa vie s'organisait différemment. Mais elle a tenu à réorienter ses projets et son parcours migratoire. Elle raconte toujours avec un brin de fierté comment elle est passée d'un statut à un autre. « J'ai changé, je suis une redoutable femme d'affaires et j'en suis très fière. » À l'instar d'Amale, plusieurs femmes libanaises évaluent positivement leur migration. Dans la revue *Passerelles*, (n° 28, printemps-été, p. 59-68, 2004), Safa Monqid, chercheuse, considère à juste titre que « les femmes émigrées sont un agent principal du changement social. Elles véhiculent de nouvelles manières de faire et de nouveaux comportements ».

Pauline MOUHANNA
PARIS

Réunion de l'ASPT à Paris pour la sauvegarde du patrimoine de Tripoli

De nombreuses personnalités, diplomates, écrivains, journalistes, hommes d'affaires, médecins, intellectuels engagés, universitaires et présidents d'association ont répondu à l'appel de l'Association pour la sauvegarde du patrimoine de Tripoli (ASPT) à la mairie du XVe arrondissement de Paris, malgré une météo annoncée incertaine et qui organisait dans un premier temps sa première assemblée générale ordinaire annuelle et en deuxième partie, une rencontre afin d'éclaircir l'évolution des der-

niers développements dans la destruction du théâtre tripolite al-Inja...

Après lecture et approbation du rapport de gestion statuant sur les comptes du dernier exercice, Joumana Tadmoury, présidente de l'ASPT, présente une communication émouvante en images mettant en avant le patrimoine, la richesse archéologique et la grande valeur patrimoniale des vestiges de la ville de Tripoli, relançant le débat sur la vétusté et le délabrement dans lesquels est noyée la majorité des monuments de la

vieille ville, dont la plupart ont disparu soit suite à la crue de 1956, soit par ignorance et erreur humaine... Une émotion sans pareille fut ressentie dans la salle de la mairie à l'annonce et aux photos de la démolition totale des bulldozers finalisant leurs actions du théâtre al-Inja... Théâtre historique et d'une architecture sans pareille où Mohammad Abdel Wahab et Oum Koulthoum firent leurs premiers concerts.

Une pétition a été rédigée afin d'être remise aux autorités de tutelle avalisée par les pré-

sents, dont Abdallah Naaman, attaché culturel près l'ambassade du Liban, Roger Hani, président de l'Union libanaise culturelle mondiale (ULCM), qui s'est chargé de transmettre d'urgence ce dossier au président du Comité de protection du patrimoine libanais auprès de l'ULCM, Antoine Ghannem, responsable des services basés à Brisbane, Australie et Bahjat Riz, qui insiste et encourage à maintenir de bonnes relations amicales, de dialogue et de communication auprès du ministère libanais de la

Culture.

En conclusion, suite à un débat constructif, trois projets ont été présentés dans la salle :

1. La tenue d'un colloque autour du patrimoine de Tripoli et de sa valeur intrinsèque, qui se tiendra incessamment à Paris.
2. Un travail de recherche pour répertorier ce qui doit être réhabilité.
3. Le lancement d'une étude pour la création d'un comité de fonds de dotation pour la sauvegarde du patrimoine libanais.